

**Déclaration de M. Luis Moreno Ocampo,
Procureur de la Cour pénale internationale,
à l'intention du corps diplomatique
La Haye, Pays-Bas
12 février 2004**

PRIORITES

- Démarrer des enquêtes sur deux situations en 2004
- Former l'équipe du Bureau du Procureur
- Mettre en place une coopération internationale avec le Bureau du Procureur

INITIATIVES PRISES A CE JOUR

Décisions stratégiques

- Ces derniers mois, nous avons pris un certain nombre de décisions stratégiques qui vont orienter notre travail. Dans un souci d'ouverture et de transparence, nous avons fait connaître l'orientation de notre politique, qui a été définie après consultation publique.
- Les principales décisions stratégiques comprennent :
 - Une approche basée sur la coopération avec la communauté internationale, y compris avec les Etats, les organisations internationales et les sociétés civiles souhaitant coopérer. Tout en continuant à travailler avec des acteurs extérieurs, nous continuerons à agir en toute indépendance et en toute impartialité.
 - Une approche positive de la complémentarité. Plutôt que d'entrer en compétition avec des systèmes nationaux, nous les encourageons, dans la

mesure du possible, à engager des procédures à l'échelon national.

- Bien que les Etats soient prioritaires pour engager des poursuites et que nous les encourageons à le faire, il est préférable qu'un Etat et le Bureau du Procureur se mettent d'accord sur une "division du travail" (par exemple, lorsqu'un système national ne fonctionne plus ou que l'impartialité ou l'expertise de la Cour est nécessaire). L'article 17 indiquant clairement que des affaires sont recevables en l'absence de procédures nationales, la recevabilité de telles affaires ne fait donc aucun doute.
- Parfois, l'Etat peut s'opposer à l'enquête menée par la CPI. Dans ce cas, j'agirai de ma propre initiative, mais il sera difficile de déployer des enquêteurs sur le terrain et de mener à bien des arrestations. C'est la raison pour laquelle l'approche positive de coopération et de complémentarité est indispensable. L'Ouganda et la République Démocratique du Congo illustrent bien cette approche.
- Une politique de poursuites ciblées mettant l'accent sur des situations engageant les plus grandes responsabilités.
- Nous voulons un bureau restreint et souple et nous comptons nous appuyer sur d'importants réseaux de soutien avec les Etats, les sociétés civiles, les institutions multilatérales, le secteur privé et le monde de l'enseignement. Cette approche nous permet de représenter de meilleure façon les 92 Etats Parties et de pouvoir bénéficier d'idées et de points de vue provenant du monde entier.

Décisions organisationnelles

- Depuis mon arrivée en juin 2003, nous avons pris de nombreuses mesures pour former un Bureau restreint, efficace et actif.
- Notre Bureau va devoir relever des défis sans précédent, compte tenu de notre juridiction potentiellement large mais basée sur le principe de complémentarité. L'expérience que nous avons accumulée durant ces derniers mois nous a permis de mettre en place la meilleure structure pour mener à bien cette mission. Cette nouvelle structure est constituée de trois services :
 - *La Division des poursuites*, composée d'avocats spécialisés dans les procès et les appels qui présenteront des affaires auprès des juges. Cette Division est chargée d'un travail classique de poursuites, bien que certaines procédures appliquées soient nouvelles. Par exemple, la représentation des victimes pendant le procès est différente des systèmes de droit commun, mais

également différente des systèmes de droit civil. Cette Division vient d'être mise en place et nous avons sélectionné les trois premiers procureurs.

- *La Division des enquêtes*, composée d'un groupe d'avocats, d'enquêteurs et d'experts collaborant au sein d'équipes spécialement formées en fonction de chaque situation. Certaines équipes seront au siège et d'autres se déploieront sur le terrain. Elles devront mener des enquêtes sur des affaires de grande envergure, dans des conditions extrêmement difficiles et dans des zones géographiques très différentes. Les enquêtes auront généralement lieu dans des régions où les autorités nationales n'ont pas le monopole de la force ou là où des forces nationales ont commis des crimes. Nous devons nous appuyer sur un soutien et une aide logistiques. Serge Brammertz a été élu Procureur Adjoint en charge des Enquêtes par l'Assemblée des Etats Parties. Dès son arrivée nous avons commencé notre travail de recrutement et de préparation des stratégies d'enquêtes.
- *La Division de la compétence, de la complémentarité et de la coopération* a été mise en place en raison de la situation unique dans laquelle se trouve la CPI, qui est très différente de celles du TPIY, du TPIR et du tribunal de Nuremberg. Contrairement aux autres tribunaux mis en place jusqu'à aujourd'hui, le présent Bureau a une juridiction potentiellement plus large et doit conduire des analyses approfondies sur des questions de juridiction et de recevabilité, y compris de complémentarité. En outre, contrairement à un procureur à l'échelon national, le présent Bureau ne possède pas de système national et politique propre sur lequel se baser, et, contrairement aux autres tribunaux, il n'est pas intégré aux Nations Unies. C'est la raison pour laquelle il est essentiel de tisser des réseaux de coopération internationale.

Décisions personnelles

- A l'heure actuelle, nous finalisons le recrutement du personnel dirigeant du Bureau et nous sommes en train de mettre en place une équipe d'experts qualifiés et efficaces.

Nous nous attachons à recruter les services de personnes possédant les plus hautes qualités d'efficacité, de compétence et d'intégrité, en tenant compte de la nécessité d'assurer une représentation géographique équitable et une représentation équitable des hommes et des femmes, conformément à l'article 44 du Statut. Dans ces conditions, nous apprécions les efforts entrepris par les Etats pour identifier les candidats les plus qualifiés pour les postes à pourvoir. Nous devons cependant souligner que le recrutement ne peut se faire que selon un processus indépendant et impartial, basé sur des critères objectifs.

- Nous allons continuer le recrutement de candidats hautement qualifiés originaires de régions sous-représentées. C'est un de nos objectifs. Nous pouvons cependant avoir de grandes difficultés à transmettre les informations concernant les offres d'emploi de la CPI à des candidats potentiels dans certaines régions. Il est donc utile que les Etats et les organisations puissent faire circuler l'information au public dans ces zones. J'espère que l'embauche de femmes et de personnes originaires de régions sous-représentées sera plus importante d'ici à septembre.
- Nous allons bientôt poster sur notre site Web l'appel à candidature pour le poste de Procureur adjoint des poursuites. Je reste ouvert à toute information pouvant déboucher sur la candidature de personnes compétentes, tout particulièrement en gardant à l'esprit la question de la représentation géographique et de la représentation équitable des hommes et des femmes.

SITUATIONS PRIORITAIRES

- Compte tenu des informations reçues, nous avons sélectionné cinq situations à suivre. En règle générale, les situations que nous décidons de suivre ne sont pas rendues publiques. Dans certaines situations néanmoins, comme celle de l'Ituri, nous avons rendu notre décision publique afin de mobiliser les réseaux de soutien et, espérons-le, provoquer un effet dissuasif.
- Il existe deux situations que nous sommes en train d'analyser en vue de déterminer si nous devons ouvrir une enquête. La première situation concerne l'Ituri (RDC - République démocratique du Congo) et la seconde le Nord de l'Ouganda.

L'Ituri

- L'Ituri reste une priorité pour mon Bureau. Il y a deux semaines, plus d'une centaine de personnes auraient été tuées à Gobu. Les crimes sont incessants. Nous ne pouvons pas accepter qu'une telle situation perdure sans contrôle.
- Selon les informations que nous avons reçues, les crimes seraient le fait de nombreux groupes différents. Nous ne pouvons pas nous occuper de tous en même temps, mais, étant une cour permanente, nous pourrions travailler sur la situation aussi longtemps qu'il sera nécessaire.
- Les décisions d'enquêter et de poursuivre doivent être prises conformément aux critères du Statut (article 53). Cela tient compte des intérêts des victimes et des intérêts de la justice, ce qui signifie que je prendrai en compte la nécessité d'aider à faire cesser les violences et les tentatives de renforcement du processus de paix.

- Nous avons proposé une division consensuelle du travail avec la RDC. Notre rôle consistera à poursuivre les responsables ayant pris la plus grande part dans les crimes commis à compter du 1^{er} juillet 2002. Les autorités nationales, assistées en cela par la communauté internationale, pourraient mettre en œuvre des moyens appropriés afin de s'occuper des autres personnes responsables.
- La RDC a récemment répondu par un courrier affirmant qu'une telle division du travail serait la bienvenue. J'ai récemment rencontré au Cap le Ministre des droits de l'homme de la RDC, ainsi que les ONG locales et internationales.
- J'espère rencontrer très bientôt les autorités nationales afin de discuter des modalités pratiques d'une coopération. Ainsi une coopération satisfaisante est en train de s'établir.

L'Ouganda

- L'Ouganda est le premier Etat Partie à renvoyer une affaire à la CPI. Il s'agit de la "situation concernant l'Armée de résistance du Seigneur (ARS)". En conséquence, nous allons analyser les crimes qui auraient été perpétrés dans le Nord de l'Ouganda, de façon indépendante et impartiale.
- Je considère que la situation qui nous a été déférée est suffisamment sérieuse pour engager une enquête plus approfondie. Dans les mois prochains, je déciderai ou non d'ouvrir une enquête.
- J'ai récemment été invité à rencontrer le Président ougandais afin de confirmer le renvoi de la situation et de discuter la manière dont le gouvernement coopérera à nos enquêtes. Nous avons décidé que cette rencontre ne devait pas être secrète et qu'il était souhaitable d'en informer l'opinion publique.
- Après cette réunion, j'ai également rencontré les autorités nationales ainsi que des ONG du Nord de l'Ouganda.
- Nous allons poursuivre nos analyses et notre préparation afin de déterminer si une enquête doit ou non être ouverte (article 53). Si la décision est prise d'ouvrir une enquête officielle, les Etats Parties en seront informés, conformément à l'article 18.
- Le renvoi est une bonne illustration du rôle que peut jouer la CPI. La situation concerne des crimes à grande échelle qui auraient été commis contre des populations civiles, y compris des exécutions sommaires, des actes de torture et de mutilation, des abus sexuels sur enfants, des viols, des déplacements forcés de populations, des pillages et des destructions de biens appartenant à des civils.

- Certains se sont interrogés sur l'étendue du renvoi. Je suis dans l'incapacité de rendre public le contenu du renvoi, dans la mesure où il contient des informations confidentielles. La divulgation de ces informations pourrait compromettre l'enquête.
- Néanmoins, je peux confirmer que l'étendue du renvoi sera interprétée conformément aux principes définis par le Statut. J'enquêterai sur tous les crimes relatifs à cette situation de façon impartiale. Je continuerai à rassembler des informations de toutes origines sur les crimes de la compétence de la Cour.
- J'ai conscience de l'existence d'initiatives locales visant à trouver une solution négociée au conflit. J'encourage tous ceux qui sont impliqués dans ces initiatives à mettre à la disposition de mon Bureau les informations pertinentes permettant d'assurer que la justice internationale joue son rôle parmi ces efforts.

COOPERATION

- Comme vous pouvez le voir, ces situations constituent, par définition, un véritable défi pour l'enquête. Afin de la mener à bien, nous aurons besoin du soutien de la communauté internationale, y compris des Etats, des organisations multinationales et de la société civile.
- Je compte avant toute chose sur le soutien de vos gouvernements à la veille de ce processus ardu mais, ô combien, important.
- J'ai également besoin de différentes formes de soutien et d'assistance pratiques et logistiques. Cela peut consister à rassembler des informations, à protéger des témoins ou à garantir un environnement sûr pour poursuivre l'enquête. La coopération active des Etats et des organisations peut être nécessaire lorsqu'il s'agit de localiser des suspects ou de procéder à des arrestations.
- Merci.